

DREAL Bretagne
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 27/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOTRAVAL-SPL

179 BOULEVARD DE L EUROPE
CS 32482
29200 Brest

Code AIOT : 0005500610

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2023 dans l'établissement SOTRAVAL-SPL implanté 179 BOULEVARD DE L EUROPE CS 32482 29200 Brest. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOTRAVAL-SPL
- 179 BOULEVARD DE L EUROPE CS 32482 29200 Brest
- Code AIOT : 0005500610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une unité de valorisation énergétique des déchets, spécialisée dans le traitement des ordures ménagères et assimilées, ainsi que des déchets d'activité sanitaire à risques infectieux (DASRI) qui transitent par une ligne dédiée. Le site est aujourd'hui réglementé par l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2008, modifié le 23 décembre 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Equipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.557-53, L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.557-53, L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet
3	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Sans objet
4	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	/	Sans objet
5	Formation des personnels aptes à la conduite d'un GV	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence des retards de contrôles périodiques sur 3 récipiends et 7 tronçons de tuyauterie.

Aucune autre non-conformité n'a été relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant tient à jour sa liste des ESP. Celle-ci comporte l'ensemble des éléments requis par la réglementation. Lors de la visite de terrain, il n'a pas été constaté la présence d'ESP non répertorié dans la liste.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : [...] 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide. [...] Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
Constats : Le jour de l'inspection, il est constaté que certains équipements sont en retard de contrôle vis-à-vis des échéances d'inspection périodique : - le réservoir cylindrique vertical du sous-sol STE DENIES ET CIE – 3m3 – 4056063P. Echéance d'inspection périodique : 28/09/2022 - le réservoir cylindrique vertical du sous-sol STE DENIES ET CIE – 1,5m3 – 4056062N. Echéance d'inspection périodique : 28/09/2022 Pour ces deux réservoirs, l'exploitant précise que l'endoscope de l'OH agissant en tant que personne compétente n'était pas adapté, et qu'il n'a pas été possible de trouver d'échaffaudage adéquat dans la période d'arrêt annuel de septembre 2022. - Réchauffeur d'air AP313456057 de marque SETREM, Capacité : 0,215m3 Echéance d'inspection périodique : 17/06/2021. Pour cet équipement, l'exploitant précise que le contrôle a été réalisé, mais qu'une des enceintes sous pression de l'équipement n'est pas intégrée au rapport et que des échanges ont lieu avec l'OH agissant comme personne compétente pour régler ce sujet. - 3 tronçons de tuyauteries « Collecteur eau alimentaire - Tuyauterie Barillet » n°2, 3 et 4 Echéance d'inspection périodique : 20/11/2022. - 4 tronçons de tuyauteries « Collecteur vapeur GTA » n°9, 10, 11 et 12. Echéance d'inspection périodique : 20/11/2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Vérification des échéances de La requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.
Constats : L'analyse des dates de requalification périodique ne met pas en évidence de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : Les 3 soupapes de l'ensemble générateur de vapeur ligne 1 ont été contrôlées. Ces soupapes font l'objet d'attestations d'accessoire de sécurité d'origine délivrées par l'APAVE intégrées au dossier d'exploitation pour ce générateur de vapeur dont la conformité est établie selon le décret de 1926. Selon ces attestations, les soupapes 1CH1 et 2CH1 doivent être réglées avec une pression de début d'ouverture à 38 bar, et la 3CH1 doit être réglée à une PDO de 35,5 bar. Les PDO indiquées dans les certificats de tarage sont cohérentes avec ces valeurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Formation des personnels aptes à la conduite d'un GV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches. Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.
Constats : L'exploitant a recours à l'APAVE pour la formation et certification de des opérateurs et dispose d'une liste des certifications. Au 14/04/2023, 11 personnes sont certifiées par l'APAVE pour la « conduite des GV », 6 personnes sont certifiées pour la « maintenance des UVED ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet